

§ 4. De subsidies toegekend aan de erkende "S.A.A.C.E." mogen gecumuleerd worden met andere steun die betrekking heeft op dezelfde kosten, zonder 100 % van deze kosten te mogen overschrijden.

Art. 7. De erkenning en de subsidiëring worden door de Regering, volgens de procedure en de modaliteiten die zij bepaalt, toegekend voor een verlengbare oorspronkelijke duur van twee jaar.

Als een "S.A.A.C.E." haar maximale opvangcapaciteit gedurende de looptijd van de erkenning wenst te verhogen, kan deze capaciteit bijgevolg door de Regering gewijzigd worden volgens de procedure die zij bepaalt.

De Regering bepaalt de procedures voor de vernieuwing, de schorsing of de intrekking van de erkenning, de toekenning van subsidies en de beroepsprocedures.

HOOFDSTUK IV. — *Evaluatie en controle*

Art. 8. De erkende "S.A.A.C.E." bezorgt de door de Regering aangewezen diensten jaarlijks een activiteitenverslag, alsook de balans en de rekeningen van het afgelopen jaar.

De Regering bepaalt de modaliteiten van de evaluatie. Deze evaluatie betreft o.a. :

1° de door de Regering vastgelegde kwantitatieve en kwalitatieve criteria in rechtstreeks verband met de opdracht van de "S.A.A.C.E.", namelijk de economische leefbaarheid van de projecten die verder worden begeleid na één jaar werking;

2° de factoren i.v.m. de sociaal-economische context en de processen die zijn ingesteld om erop in te spelen;

3° de voldoeningcijfers uitgebracht door de projectdragers.

Art. 9. De controle en het toezicht op de naleving van dit decreet en van de uitvoeringsbesluiten ervan worden uitgeoefend overeenkomstig het decreet van 5 februari 1998 houdende toezicht en controle op de naleving van de wetgeving betreffende het tewerkstellingsbeleid.

HOOFDSTUK V. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 10. Uitsluitend voor de projecten die als pilootexperiment worden gefinancierd tijdens het jaar dat voorafgaat aan het jaar van inwerkingtreding van het decreet, kan de Regering gedurende hoogstens twee jaar, te rekenen van de datum van inwerkingtreding van dit decreet, afwijken van de voorwaarden die in artikel 6 vastliggen.

Art. 11. De Regering bepaalt de datum waarop dit decreet in werking treedt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 15 juli 2008.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën en Uitrustingen,
M. DAERDEN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ph. COURARD

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium,
J.-C. MARCOURT

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Vorming,
M. TARABELLA

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
D. DONFUT

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

Nota

(1) *Zitting 2007-2008.*

Stukken van het Waals Parlement, 822 (2007-2008). Nrs. 1 en 2.

Volledig verslag, openbare vergadering van 15 juli 2008.

Bespreking - Stemmingen.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2008 — 2772

[2008/202923]

15 JUILLET 2008. — Décret relatif au soutien à la création d'activité au travers des bourses de préactivité et au soutien à l'innovation au moyen de bourses innovation (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Les bourses de préactivité*

Article 1^{er}. Le Gouvernement peut octroyer, dans la limite des crédits disponibles, une subvention appelée "bourse de préactivité", ci-après dénommée "la bourse", à toute personne physique, ci-après dénommée "le promoteur", proposant un projet de création d'entreprise en Wallonie, basé sur une idée originale et réaliste, dans tout secteur d'activité à l'exclusion des secteurs énumérés à l'article 1^{er}, § 1^{er}, du Règlement (CE) n° 1998/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux aides *de minimis*.

Art. 2. L'idée ou le projet doit porter sur un procédé, un produit ou un service, qui a été mis au point ou dont les principes ont été élaborés par le promoteur.

L'idée ou le projet doit permettre à toute personne physique d'exercer de manière habituelle des actes qualifiés de commerciaux par la loi, d'exercer une activité à titre d'indépendant ou doit tendre à la création d'une société énumérée à l'article 2 du Code des sociétés.

Art. 3. § 1^{er}. La bourse est destinée à couvrir partiellement ou totalement les dépenses engagées par le promoteur durant la phase d'étude, d'élaboration ou de mise en forme de son idée ou de son projet.

§ 2. Une partie du montant de la bourse servira notamment à l'élaboration d'un plan d'affaires détaillé sur trois ans, contenant au moins l'estimation du chiffre d'affaires, l'estimation des charges de structures, l'estimation du volume de personnel, la politique d'investissement, et le calcul des ratios financiers les plus pertinents notamment les prévisions de liquidité, de solvabilité et de rentabilité du projet.

§ 3. Les dépenses admissibles comprennent les frais facturés au promoteur par des tiers, hormis le cas échéant l'accompagnement visé à l'article 7, et relatifs :

- 1° à la rédaction d'une présentation claire et structurée de l'idée ou du projet;
- 2° au montage de l'idée ou du projet de création d'entreprise;
- 3° à la rédaction d'un plan d'affaires détaillé tel que prévu au paragraphe 2;
- 4° à l'acquisition et/ou à la consultation de documents notamment techniques, nécessaires à la réalisation de l'idée ou du projet;
- 5° à toute mission de consultance utile à la mise en œuvre du projet;
- 6° à l'acquisition ou à la location d'équipements indispensables à la réalisation de travaux de recherche, ainsi que de biens et fournitures nécessaires à la mise en forme de l'idée ou du projet, à l'exclusion du matériel informatique, bureautique, roulant et des télécommunications, sauf s'ils sont spécifiques ou indispensables à la mise en œuvre du projet.

Les dépenses admissibles comprennent également les autres dépenses de toute nature engagées par le promoteur pour les besoins du projet, limitées à maximum dix pour cent des dépenses admissibles visées à l'alinéa 1^{er} à l'exclusion des dépenses financées dans le cadre d'autres dispositifs publics.

Art. 4. Le montant de la bourse octroyée est de maximum 12.500 euros et couvre au plus quatre-vingt pourcent des dépenses admissibles, telles que prévues à l'article 3, § 3.

Si le promoteur est une personne qui perçoit des allocations de chômage, elle devra respecter les conditions émanant de la législation et la réglementation en vigueur.

Le plafond admis à la subvention pourra être indexé, par le Gouvernement, en tenant compte des chiffres de l'index des prix à la consommation mais cette indexation ne pourra être supérieure à l'indexation du budget général des dépenses primaires déterminées annuellement par le Parlement wallon.

Art. 5. Le promoteur ne peut solliciter et obtenir qu'une seule bourse pour une même idée ou un même projet mais le Gouvernement peut octroyer un complément de bourse s'il est déterminant pour la création effective de l'entreprise.

Le complément de bourse est au maximum de 6.000 euros et couvre au plus quatre-vingt pourcent des dépenses complémentaires.

Les dispositions de l'article 3, §§ 1^{er} et 3, et de l'article 14, §§ 1^{er} et 2, sont applicables pour un complément de bourse.

Art. 6. § 1^{er}. Le Gouvernement détermine les modalités d'introduction du dossier et ses critères de recevabilité.

§ 2. Sans préjudice de l'article 1^{er}, les critères d'évaluation du dossier, non cumulatifs, comprennent :

- 1° le caractère original de l'idée ou du projet ou l'existence d'une niche particulière pour le projet proposé;
- 2° le réalisme de la méthode de travail envisagée;
- 3° l'encadrement professionnel de l'idée ou du projet;
- 4° les aspects financiers comprenant notamment l'affectation budgétaire de la bourse;
- 5° les possibilités de développement de l'activité en Wallonie;
- 6° les possibles retombées en matière d'emploi;
- 7° l'existence d'un marché potentiel permettant d'assurer la viabilité du projet.

Le Gouvernement peut préciser les critères visés à l'alinéa 1^{er}.

Art. 7. § 1^{er}. Toute personne qui se verra octroyer une bourse pourra être accompagnée.

L'accompagnement devra être effectué par une structure ou une personne agréée par l'Agence de stimulation économique.

Le Gouvernement définit l'accompagnement et détermine les critères d'agrément de ces structures et personnes.

§ 2. L'accompagnateur pourra obtenir un montant maximum de 2.500 euros, non imputable sur le montant de la bourse, à titre de rémunération, pour autant que la mission soit accomplie entièrement.

Si la mission n'est pas complètement exécutée, le montant sera réduit à due concurrence.

Art. 8. Le Gouvernement règle les modalités d'octroi, de versement, de contrôle, de suspension et de remboursement total ou partiel de la subvention octroyée à titre de bourse de préactivité.

CHAPITRE II. — *Les bourses innovation*

Art. 9. Le Gouvernement peut octroyer, dans la limite des crédits disponibles, une subvention appelée "bourse innovation", à toute entreprise, en personne physique ou en personne morale énumérée à l'article 2 du Code des sociétés, qu'elle soit très petite, petite ou moyenne entreprise, constituée depuis au moins trois ans, dont le siège d'exploitation est situé en Région wallonne, proposant un projet d'innovation.

Les entreprises des secteurs énumérés à l'article 1^{er}, § 1^{er}, du Règlement (CE) n° 1998/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux aides *de minimis* sont exclues du bénéfice de la bourse innovation.

La subvention peut être octroyée :

- 1° soit généralement, sur la base d'une demande d'octroi d'une bourse innovation, qui peut être effectuée en tout temps, par la très petite, petite ou moyenne entreprise, selon la procédure déterminée par le Gouvernement wallon;
- 2° soit spécifiquement, dans le cadre d'un appel à projets thématique dont le Gouvernement pourra déterminer les modalités.

Art. 10. Le projet doit porter sur une démarche créative dans le but d'apporter une valeur ajoutée, soit en améliorant ou en développant les méthodes d'organisation, les méthodes commerciales, le design, soit en aboutissant à la création de nouveaux produits ou services, soit en apportant une différenciation significative aux produits ou aux services.

Art. 11. § 1^{er}. La bourse innovation est au maximum de 12.500 euros et couvre au plus quatre-vingts pour cent des dépenses admissibles.

Le plafond admis à la subvention pourra être indexé, par le Gouvernement, en tenant compte des chiffres de l'index des prix à la consommation mais cette indexation ne pourra être supérieure à l'indexation du budget général des dépenses primaires déterminées annuellement par le Parlement wallon.

§ 2. Les dépenses admissibles comprennent les frais facturés à l'entreprise par des tiers et relatifs à :

- 1° toute mission de consultance utile à la mise en œuvre du projet;
- 2° la fabrication de prototypes de nouveaux produits, à l'exclusion des prototypes tels que visés par les dispositions réglementaires applicables en matière d'aide à la recherche, en Région wallonne;
- 3° la mise sur le marché du projet, notamment les dépenses liées aux enquêtes marketing, aux études technico-économiques et aux aspects relatifs à la protection de la propriété intellectuelle;
- 4° sans pouvoir dépasser cinquante pourcent des dépenses admissibles, l'acquisition ou la location d'équipements indispensables à la réalisation des travaux de recherche, ainsi que des biens et fournitures nécessaires à la mise en œuvre du projet, à l'exclusion des frais liés au matériel informatique, des frais liés aux télécommunications, à la bureautique et au matériel roulant sauf s'ils sont spécifiques et indispensables à la mise en œuvre du projet.

Les autres dépenses de toute nature engagées par l'entreprise pour les besoins du projet seront limitées à maximum cinq pourcent des dépenses admissibles.

§ 3. Pour un même projet, l'entreprise ne peut bénéficier que d'une seule bourse innovation.

Art. 12. § 1^{er}. Le Gouvernement détermine les modalités d'introduction du dossier et ses critères de recevabilité.

§ 2. Sans préjudice de l'article 10, les critères d'évaluation du dossier, non cumulatifs, comprennent :

- 1° le caractère innovant du projet;
- 2° les effets déterminants du projet pour le développement de l'entreprise;
- 3° le réalisme de la méthode de travail envisagée;
- 4° l'encadrement professionnel du projet;
- 5° le caractère économiquement différenciant du projet;
- 6° la capacité d'accès du projet au marché;
- 7° les possibles retombées en matière d'emploi.

Le Gouvernement peut préciser les critères visés à l'alinéa 1^{er}.

Art. 13. Le Gouvernement règle les modalités d'octroi, de versement, de contrôle, de suspension et de remboursement total ou partiel de la subvention octroyée à titre de bourse innovation.

CHAPITRE III. — *Dispositions communes*

Art. 14. § 1^{er}. Il est créé un comité de sélection, ci-après dénommé "le comité", chargé d'examiner les idées ou projets selon les critères visés à l'article 6, § 2, ainsi que les projets selon les critères visés à l'article 12, § 2, et de rendre un avis motivé au Gouvernement.

Le Gouvernement peut confier au comité toute autre mission consultative relative aux bourses de préactivité et bourses innovation.

§ 2. Le comité se compose :

- 1° d'un représentant du ministre ayant l'économie dans ses attributions;
- 2° du représentant de l'Agence de stimulation économique;
- 3° d'un représentant du Ministère de la Région wallonne;
- 4° de deux experts issus des opérateurs agréés par l'Agence de stimulation économique;
- 5° d'un expert issu du monde des entreprises;
- 6° d'un expert issu du monde universitaire;
- 7° d'un expert issu du monde financier.

Le comité se compose d'autant de suppléants qu'il y a d'effectifs; ils ne siègent qu'en l'absence du membre qu'ils remplacent.

La présidence est assurée par le représentant du ministre ayant l'économie dans ses attributions, qui dispose d'une voix consultative.

Les membres sont désignés et nommés par le Gouvernement, le cas échéant, sur proposition des instances qu'ils représentent, pour un terme de cinq ans renouvelables.

Le Gouvernement détermine les modalités de fonctionnement du comité et approuve son règlement d'ordre intérieur.

Le comité peut faire appel, d'une manière discrétionnaire, à des experts sectoriels extérieurs et indépendants.

Art. 15. Le Gouvernement veille également au contrôle de la mise en application du présent décret, notamment en ce qui concerne le respect de la règle *de minimis* et l'obligation faite au bénéficiaire d'informer de toute intervention publique reçue dans une période de trois ans précédant et suivant la date d'octroi de la bourse de préactivité et de la bourse innovation.

Art. 16. Le Gouvernement communique annuellement au Parlement wallon et au Conseil économique et social de la Région wallonne un rapport quantitatif et qualitatif sur la politique des bourses de préactivité et des bourses innovation.

Art. 17. Tous les trois ans, le Gouvernement procède à une évaluation externe de la politique des bourses de préactivité et des bourses innovation, dont les résultats sont communiqués au Parlement wallon et au Conseil économique et social de la Région wallonne.

CHAPITRE IV. — *Dispositions abrogatoires et transitoires**Section 1^{re}*. — Dispositions abrogatoires

Art. 18. Le décret du 15 février 2001 relatif aux bourses de préactivité est abrogé.

Section 2. — Dispositions transitoires

Art. 19. Le décret du 15 février 2001 reste d'application pour les bénéficiaires d'une bourse de préactivité octroyée en exécution de ce décret avant l'entrée en vigueur du présent décret.

CHAPITRE V. — *Entrée en vigueur*

Art. 20. Le présent décret entre en vigueur le jour de l'entrée en vigueur de son arrêté d'exécution.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 15 juillet 2008.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances et de l'Équipement,

M. DAERDEN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,

J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,

Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de la Formation,

M. TARABELLA

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,

D. DONFUT

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

 Note

(1) *Session 2007-2008.*

Documents du Parlement wallon, 803 (2007-2008). N^{os} 1 et 2.

Compte rendu intégral, séance publique du 15 juillet 2008.

Discussion - Votes.

 VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2008 — 2772

[2008/202923]

15 JULI 2008. — Decreet betreffende de steunverlening voor het scheppen van activiteit via pre-startpremies en de steunverlening voor innovatie door middel van innovatiepremies (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

 HOOFDSTUK I. — *Pre-startpremies*

Artikel 1. De Regering kan binnen de perken van de beschikbare kredieten een subsidie, met name een "pre-startpremie", hierna "de premie" genoemd, toekennen aan elke natuurlijke persoon, hierna "de promotor" genoemd, die op grond van een innovatief en realistisch idee een project voor de oprichting van een bedrijf in Wallonië overlegt, in elke sector, met uitzondering van de sectoren bedoeld in artikel 1, § 1, van Verordening (EG) nr. 1998/2006 van de Commissie van 15 december 2006 betreffende de toepassing van de artikelen 87 en 88 van het EG-Verdrag op de minimis-steun.

Art. 2. Het idee of het project moet betrekking hebben op procédés, producten of dienstverleningen die door de promotor tot stand worden gebracht of waarvan de principes door hem worden uitgewerkt.

Het idee of het project geeft elke natuurlijke persoon de mogelijkheid om op gebruikelijke wijze handelingen uit te oefenen die krachtens de wetgeving als commerciële handelingen beschouwd worden, om een activiteit als zelfstandige uit te oefenen of streeft de oprichting na van een vennootschap bedoeld in artikel 2 van het Wetboek van vennootschappen.

Art. 3. § 1. De premie is bestemd voor de gedeeltelijke of gehele dekking van de uitgaven die de promotor vastlegt tijdens de studie-, uitwerkings- en vormgevingsfase van zijn idee of project.

§ 2. Een deel van het bedrag van de premie dient o.a. voor het opstellen van een gedetailleerd businessplan over drie jaar dat minstens de volgende gegevens bevat : de schatting van de omzet, de schatting van de structuurlasten, de schatting van het personeelsvolume, het investeringsbeleid en de berekening van de meest relevante financiële ratio's, zoals de vooruitzichten inzake liquiditeit, solvabiliteit en rendabiliteit van het project.

§ 3. Behalve, in voorkomend geval, de begeleiding bedoeld in artikel 7, omvatten de in aanmerking komende uitgaven de ten laste van de promotor door derden gefactureerde kosten betreffende :

1° het opstellen van een duidelijke en gestructureerde tekst over het idee of het project;

- 2° de totstandbrenging van het idee of het project tot oprichting van het bedrijf;
- 3° het opmaken van een gedetailleerd businessplan, zoals bedoeld in paragraaf 2;
- 4° het aanwerven en/of raadplegen van documenten, o.a. technische documenten, die gebruikt worden voor de uitvoering van het idee of het project;
- 5° elke consultancy-taak die voor de uitvoering van het project nuttig is;
- 6° de aankoop of de huur van voorzieningen die onontbeerlijk zijn voor onderzoekswerken, alsmede van goederen en uitrustingen die nodig zijn om het idee of het project vorm te geven, met uitzondering van het informatica-, burotica- en rollend materieel en de telecommunicatie, behalve als ze specifiek of onontbeerlijk zijn voor de tenuitvoerlegging van het project.

De in aanmerking komende uitgaven omvatten ook allerhande door de promotor gemaakte uitgaven die voor de uitvoering van het project noodzakelijk zijn. Deze uitgaven worden beperkt tot maximum tien procent van de in aanmerking komende uitgaven bedoeld in het eerste lid, met uitzondering van de uitgaven die in het kader van andere openbare voorzieningen worden gefinancierd.

Art. 4. Het bedrag van de premie bedraagt maximum 12.500 euro en dekt tachtig procent van de in aanmerking komende uitgaven, zoals bedoeld in artikel 3, § 3.

Als de promotor een persoon is die een werkloosheidsuitkering ontvangt, moet hij voldoen aan de voorwaarden van de vigerende wetgeving en regelgeving.

Het maximumbedrag dat in aanmerking komt voor de subsidie kan door de Regering worden geïndexeerd, rekening houdend met de indexcijfers van de consumptieprijzen. Deze indexering mag evenwel niet hoger zijn dan de indexering van de algemene begroting van de primaire uitgaven die jaarlijks door het Waals Parlement worden bepaald.

Art. 5. De promotor kan voor hetzelfde project of idee slechts één premie aanvragen en verkrijgen maar de Regering kan een aanvullende premie toekennen indien ze bepalend is voor de effectieve oprichting van het bedrijf.

De aanvullende premie bedraagt maximum 6.000 euro en dekt hoogstens tachtig procent van de aanvullende uitgaven.

De bepalingen van artikel 3, §§ 1 en 3, en van artikel 14, §§ 1 en 2, zijn van toepassing in geval van toekenning van een aanvullende premie.

Art. 6. § 1. De Regering bepaalt de modaliteiten voor de indiening van het dossier en de ontvankelijkheidscriteria ervan.

§ 2. Onverminderd artikel 1, slaan de (niet cumulatieve) criteria voor de evaluatie van het dossier op :

1° het innovatief karakter van het idee of het project of het bestaan van een bijzondere niche voor het overgelegde project;

2° de haalbaarheid van de geplande werkwijze;

3° de professionele begeleiding van het idee of het project;

4° de financiële aspecten, o.a. de budgettaire bestemming van de premie;

5° de ontwikkelingsmogelijkheden van de activiteit in Wallonië;

6° de mogelijke gevolgen voor de werkgelegenheid;

7° het bestaan van een potentiële markt die de leefbaarheid van het project kan garanderen.

De criteria bedoeld in het eerste lid kunnen nader bepaald worden door de Regering.

Art. 7. § 1. Elke persoon aan wie een premie toegekend wordt, kan begeleid worden.

De begeleiding wordt waargenomen via een structuur of door een persoon die door het "Agence de stimulation économique" (het Agentschap voor economische stimulering) erkend is.

De Regering definieert de begeleiding en bepaalt de criteria op grond waarvan die structuren en personen erkend worden.

§ 2. De bezoldiging van de begeleider mag niet meer bedragen dan 2.500 euro voor zover de opdracht volledig vervuld is. Dat bedrag wordt niet afgeschreven op het bedrag van de premie.

Als de opdracht niet volledig uitgevoerd is, wordt het bedrag in evenredige mate verminderd.

Art. 8. De Regering regelt de modaliteiten voor de toekenning, betaling, controle, opschorting en volledige of gedeeltelijke terugbetaling van de subsidie die als pre-startpremie wordt toegekend.

HOOFDSTUK II. — *Innovatiepremies*

Art. 9. De Regering kan binnen de perken van de beschikbare kredieten een subsidie, hierna "innovatiepremie" genoemd, toekennen aan elke onderneming, als natuurlijke of als rechtspersoon vermeld in artikel 2 van het Wetboek van vennootschappen, ongeacht of het gaat om een zeer kleine, een kleine of middelgrote onderneming, opgericht sinds minstens drie jaar, waarvan de bedrijfszetel in het Waalse Gewest gevestigd is en die een innovatieproject overlegt.

De ondernemingen uit de sectoren opgesomd in artikel 1, § 1, van Verordening (EG) nr. 1998/2006 van de Commissie van 15 december 2006 betreffende de toepassing van de artikelen 87 en 88 van het EG-verdrag over de minimis-steun zijn uitgesloten uit het voordeel van de innovatiepremie.

De subsidie kan toegekend worden :

1° hetzij in het algemeen, op aanvraag van de toekenning van een innovatiepremie, die te allen tijde kan worden ingediend, door de zeer kleine, kleine of gemiddelde onderneming volgens de procedure bepaald door de Waalse Regering;

2° hetzij specifiek, in het kader van een oproep tot indiening van thematische projecten waarvan de Regering de modaliteiten kan bepalen.

Art. 10. Het project gaat uit van een innoverend initiatief teneinde een toegevoegde waarde te bieden, hetzij door de organisatiemethoden, de commerciële methoden en het design te verbeteren of te ontwikkelen, hetzij door nieuwe producten of diensten te creëren, hetzij door de producten of de diensten duidelijk te differentiëren.

Art. 11. § 1. De innovatiepremie bedraagt maximum 12.500 euro en dekt hoogstens tachtig procent van de in aanmerking komende uitgaven.

Het maximumbedrag dat voor de subsidie in aanmerking komt kan door de Regering geïndexeerd worden, rekening houdend met de indexcijfers van de consumptieprijzen. Deze indexering mag evenwel niet hoger zijn dan de indexering van de algemene begroting van de primaire uitgaven die jaarlijks door het Waals Parlement worden bepaald.

§ 2. De in aanmerking komende uitgaven omvatten de ten laste van de onderneming door derden gefactureerde kosten betreffende :

- 1° elke consultancy-taak die voor de tenuitvoerlegging van het project nuttig is;
- 2° de fabricatie van prototypes van nieuwe producten, met uitzondering van de prototypes zoals bedoeld in de reglementaire bepalingen die van toepassing zijn inzake steun voor onderzoek in het Waalse Gewest;
- 3° het in de handel brengen van het project, namelijk de uitgaven i.v.m. de marketingonderzoeken, de technisch-economische studies en de aspecten betreffende de bescherming van intellectuele eigendom;
- 4° zonder vijftig procent van de in aanmerking komende uitgaven te mogen overschrijden, de aankoop of de huur van voorzieningen die onontbeerlijk zijn voor onderzoekswerken, alsmede van de goederen en uitrustingen die nodig zijn om het project uit te voeren, met uitzondering van de kosten i.v.m. het informaticamaterieel, de telecommunicatie, de buretica en het rollend materieel, behalve als ze specifiek of onontbeerlijk zijn voor de tenuitvoerlegging van het project.

De overige uitgaven die door de onderneming gemaakt worden in het raam van de tenuitvoerlegging van het project worden beperkt tot maximum vijf percent van de in aanmerking komende uitgaven.

§ 3. Voor hetzelfde project kan de onderneming slechts één innovatiepremie genieten.

Art. 12. § 1. De Regering bepaalt de modaliteiten voor de indiening van het dossier en de ontvankelijkheidscriteria ervan.

§ 2. Onverminderd artikel 10, slaan de (niet-cumulatieve criteria) van het dossier op :

- 1° het innovatief karakter van het project;
- 2° de gevolgen van het project die bepalend zijn voor de ontwikkeling van de onderneming;
- 3° de haalbaarheid van de geplande werkwijze;
- 4° de professionele begeleiding van het project;
- 5° het economisch differentiërend karakter van het project;
- 6° het vermogen van het project om toegang tot de markt te krijgen;
- 7° de mogelijke gevolgen voor de werkgelegenheid.

De criteria bedoeld in het eerste lid kunnen nader bepaald worden door de Regering.

Art. 13. De Regering regelt de modaliteiten inzake de toekenning, betaling, controle, opschorting en volledige of gedeeltelijke terugbetaling van de als innovatiepremie toegekende subsidie.

HOOFDSTUK III. — *Gemeenschappelijke bepalingen*

Art. 14. § 1. Er wordt een selectiecomité, hierna "het comité" genoemd, opgericht. Het heeft tot taak de ideeën of de projecten op grond van de in artikel § 6, § 2, bedoelde criteria, alsook de projecten op grond van de in artikel 12, § 2, bedoelde criteria te onderzoeken en een gemotiveerd advies uit te brengen aan de Regering.

De Regering kan het comité belasten met elke andere opdracht in verband met de pre-startpremies en de innovatiepremies.

§ 2. Het comité bestaat uit :

- 1° een vertegenwoordiger van de Minister van Economie;
- 2° de vertegenwoordiger van het "Agence de stimulation économique";
- 3° een vertegenwoordiger van de Waalse overheidsdienst;
- 4° twee deskundigen uit de operatoren erkend door het "Agence de stimulation économique";
- 5° een deskundige uit de bedrijfswereld;
- 6° een deskundige uit de universitaire wereld;
- 7° een deskundige uit de financiële wereld.

Het comité telt evenveel plaatsvervangende als gewone leden; een plaatsvervangend lid heeft slechts zitting bij afwezigheid van het lid dat het vervangt.

Het voorzitterschap wordt waargenomen door de vertegenwoordiger van de Minister van Economie, die raadgevende stem heeft.

De leden worden voor een verlengbare termijn van vijf jaar aangewezen en benoemd door de Regering, in voorkomend geval, op de voordracht van de instanties die zij vertegenwoordigen.

De Regering bepaalt de werkingsmodaliteiten van het comité en keurt het huishoudelijk reglement ervan goed.

Het comité kan op discretionaire wijze een beroep doen op externe en zelfstandige deskundigen.

Art. 15. De Regering ziet ook toe op de toepassing van dit decreet, met name wat betreft de inachtneming van de "de minimis"-regeling en de aan de gerechtigde opgelegde verplichting tot kennisgeving aan de administratie van elke openbare tegemoetkoming die hij ontvangt binnen drie jaar vóór en na de datum van toekenning van de pre-startpremie en de innovatiepremie.

Art. 16. De Regering legt jaarlijks een kwantitatief en kwalitatief verslag i.v.m. het beleid inzake pre-startpremies en innovatiepremies over aan het Waalse Parlement en aan de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-economische raad van het Waalse Gewest).

Art. 17. « Tous les trois ans, le Gouvernement procède à une évaluation externe de la politique des bourses de réactivité et des bourses innovation, dont les résultats sont communiqués au Parlement wallon et au Conseil économique et social de la Région wallonne. »

HOOFDSTUK IV. — *Overgangs- en opheffingsbepalingen*

Afdeling 1. — Opheffingsbepalingen

Art. 18. Het decreet van 15 februari 2001 betreffende de pre-startpremies wordt opgeheven.

Afdeling 2. — Overgangsbepalingen

Art. 19. Het decreet van 15 februari 2001 blijft van toepassing voor de rechthebbenden op een pre-startpremie die overeenkomstig dat decreet vóór de inwerkingtreding van dit decreet wordt toegekend.

HOOFDSTUK V. — *Inwerkingtreding*

Art. 20. Dit decreet treedt in werking de dag waarop het uitvoeringsbesluit ervan in werking treedt. Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 15 juli 2008.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën en Uitrusting,

M. DAERDEN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Internationale Betrekkingen,

Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Vorming,

M. TARABELLA

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

D. DONFUT

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

—
Nota

(1) *Zitting 2007-2008.*

Stukken van het Waalse Parlement, 803 (2007-2008). Nrs. 1 en 2.

Volledig verslag, openbare vergadering van 15 juli 2008.

Bespreking - Stemmingen.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2008 — 2773

[2008/202934]

17 JUILLET 2008. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'octroi de subventions aux pouvoirs subordonnés en matière de prévention et de gestion des déchets

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, en particulier les articles 6, 16, 21, 27 et 28;

Vu le décret du 28 mai 2008 relatif à la recherche, la constatation, la poursuite, la répression et les mesures de réparation des infractions en matière d'environnement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 avril 1998 relatif à l'octroi de subventions aux pouvoirs subordonnés en matière de prévention et de gestion des déchets;

Vu les avis de l'Inspection des Finances, donné le 22 mai 2006 et le 18 mars 2008;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 8 juin 2006;

Vu l'avis de la Commission régionale des déchets, donné le 6 juillet 2006;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, donné le 21 septembre 2006;

Vu l'avis 43.382/2/V du Conseil d'Etat donné le 28 août 2007 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Généralités*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1^o déchet : déchet tel que défini par le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets;

2^o usager : ménage producteur de déchets et bénéficiaire du service de gestion des déchets rendu par la commune;

3^o espaces d'apports volontaires : points fixes de collecte, à l'exception des parcs à conteneurs;

4^o PMC : déchets d'emballages composés de bouteilles et flacons en plastique, emballages métalliques et cartons à boissons;

5^o agent constatateur : agent désigné par le conseil communal, en ce compris l'agent proposé par l'intercommunale à laquelle la commune a confié en tout ou en partie la gestion des déchets, en vue de constater les infractions environnementales, et répondant aux conditions du décret du 28 mai 2008 relatif à la recherche, la constatation, la poursuite, la répression et les mesures de réparation des infractions en matière d'environnement;

6^o infraction environnementale : fait constitutif d'infraction aux lois et décrets en matière d'environnement, et incriminé en tout ou en partie par voie de règlement communal;

7^o Ministre : le Ministre qui a la Politique des déchets dans ses attributions;

8^o décret : décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets;